

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 06/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GOURDON Frères (SA)

Route de Geaune
40800 Aire-Sur-L'adour

Références : DREAL/2025D/7458
Code AIOT : 0005201426

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2025 dans l'établissement GOURDON Frères (SA) implanté Route de Geaune 40800 Aire-sur-l'Adour. L'inspection a été annoncée le 11/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite à l'arrêté préfectoral DCPAT-BDLIT n°2022-91 du 2 mai 2022 portant mise en demeure de respecter les prescriptions concernant les rejets atmosphériques, le plan de gestion des solvants et les dispositifs de protection foudre et incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GOURDON Frères (SA)

- Route de Geaune 40800 Aire-sur-l'Adour
- Code AIOT : 0005201426
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est spécialisé dans la fabrication de remorques et de citernes pour l'agriculture et le secteur des travaux publics.

Les activités exercées sont le travail mécanique des métaux, l'assemblage des pièces métalliques et leur finition via plusieurs cabines de peinture qui constituent le principal enjeu environnemental.

L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 octobre 1996 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 novembre 2005.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Suivi de la mise en demeure - Emissions de COV	AP de Mise en Demeure du 02/05/2022, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 10/10/1996, article Prescriptions techniques - Articles 3.3 et 3.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
8	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 10/10/1996, article 6.3	Demande d'action corrective	1 mois
9	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 10/10/1996, article 6.5	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Classement ICPE	Arrêté Préfectoral du 10/10/1996, article Page 1 des prescriptions techniques	Sans objet
3	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 27/07/2025, article Annexe I – 2.11	Sans objet
4	Suivi de la mise en demeure - Risque foudre	AP de Mise en Demeure du 02/05/2022, article 1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Gestion des produits	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 3.3	Sans objet
10	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 10/10/1996, article 6.6	Sans objet
11	Emissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I - 6.1 et 6.2	Sans objet
12	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 10/10/1996, article 3.5.3 et 13.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé les actions correctives visant à la mise en conformité de nombreux points de contrôle relevés lors de l'inspection du 20 novembre 2024.

Pour lever la mise en demeure de l'arrêté préfectoral DCPAT-BDLIT n°2022-91, l'exploitant doit prendre les mesures pour mettre en conformité ses émissions de COV avec les valeurs limites de rejets.

Il lui est demandé aussi de refaire une mesure du pH des rejets d'eaux pluviales et de mettre à jour et compléter ses plans d'évacuation/intervention, ainsi que de remédier à certains dysfonctionnements d'ouverture de portes de secours ou de localisation d'extincteurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/1996, article Page 1 des prescriptions techniques			
Thème(s) : Situation administrative, Classement de l'établissement			
Prescription contrôlée :			
[...] l'ensemble de l'établissement étant classable au titre des installations classées de la façon suivante :			
N° Nature	Activité	Volume	Classement
2940-2a	Application sur métal de peinture, par pulvérisation et séchage	Q > 100 kg/j	Autorisation
2560-2	Travail mécanique des métaux et	300 kW	Déclaration

	des métaux et alliages		
1434-1b	Installation de remplissage ou de distribution de liquide inflammables	Débit réf : 1,6 m³/h	Déclaration
1430 et 253	Dépôt de liquides inflammables en réservoirs aériens (C équivalente < 10 m³)	peintures et solvants : 1 400 l gazole : 15 000 l f i o u l 4 cuves(600+1200+600 + 200 l) capacité équivalente : 4,92 m³	Non Classable

Constats :

L'exploitant s'est positionné sur le classement de ses activités au regard des rubriques de la nomenclature des installations classées. Les évolutions par rapport aux dispositions de l'arrêté préfectoral PR/DAGR/1996/n°360 sont les suivantes :

- la quantité maximale de produits (vernis, peinture, apprêt, colle, enduit) susceptibles d'être mis en œuvre est de 116 kg/j (soumis au régime de l'enregistrement selon la rubrique 2940-a),
- la quantité de carburant liquide distribué est de l'ordre de 8 m³/an (non classable selon la rubrique 1435),
- la quantité totale de liquides de point éclair compris entre 60 et 93°C, présente sur le site, est de l'ordre de 46 tonnes (non classable selon la rubrique 1436),
- la consommation annuelle de solvants a été de 27,735 tonnes en 2024 (soumis au régime de la déclaration selon la rubrique 1978-8).

L'établissement exploité par la société GOURDON Frères relève dorénavant du régime de l'enregistrement.

Le projet d'arrêté proposant l'actualisation du classement des activités a été adressé à l'exploitant pour d'éventuelles observations avant signature par l'autorité préfectorale.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi de la mise en demeure - Emissions de COV

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/05/2022, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques (COV) et plan de gestion de solvants
Prescription contrôlée : <p>La société GOURDON Frères, dont le siège social est situé route de Geaune - 40800 AIRE-sur-l'ADOUR, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - surveillance annuelle des rejets conformément à l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2005 et à l'article 10.1 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 : réalisation d'un premier contrôle sous 3 mois ; - transmission du bilan trimestriel des flux de rejets canalisés et diffus conformément à l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2005 : sous 3 mois ; - mise en place effective du plan de gestion des solvants conformément à l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2005 et à l'article 10.1 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 : sous 3 mois ; - respect des valeurs limites définies par l'article 9.1-I de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 (point 8 du tableau de l'annexe I), le cas échéant au travers d'un schéma de maîtrise des émissions tel que prévu par l'article 9.1-V dudit arrêté : sous 11 mois ; [...]
Constats : <p>L'exploitant réalise son tableau de suivi des émissions de solvants qu'il complète à la fin de chaque trimestre.</p> <p>Son plan de gestion des solvants pour l'année 2024 a été mis à jour et transmis le 31 janvier 2025, ne faisant pas l'objet d'observation sur son calcul des émissions de COV.</p> <p>Depuis le rapport d'analyses du 14 novembre 2024 où il apparaissait des concentrations en COV supérieures au seuil pour le conduit 2 de la petite cabine (88,4 mg/Nm³), le conduit 3 de la grande cabine (166 mg/Nm³) et celui de l'étuve (75,8 mg/Nm³), l'exploitant recherche des solutions pour améliorer ses rejets atmosphériques.</p> <p>L'exploitant envisage un repositionnement des pièces dans les salles de peinture, ainsi que sur la mise en place de filtres supplémentaires ou plus performants.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est demandé à l'exploitant de se mettre en conformité avec les valeurs limites de rejets de COV dans l'atmosphère. Une nouvelle campagne de mesures par un organisme de contrôle agréé est à réaliser avant la fin de l'année 2025 pour respecter la fréquence réglementaire.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2025, article Annexe I – 2.11

Thème(s) : Risques accidentels, Isolement du réseau de collecte
Prescription contrôlée : Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
Constats : L'exploitant surveille, au rythme d'une fois par semaine, la hauteur du niveau d'eau dans son bassin de rétention grâce à l'implantation d'une pige. Le volume disponible est destiné à la récupération des éventuelles eaux d'extinction. Lorsque le niveau réglementaire d'eaux pluviales dans le bassin est dépassé, l'exploitant utilise une pompe pour évacuer le trop plein. Actuellement, ce trop plein fait l'objet d'un épandage dans un champ via un camion hydrocureur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'évacuer le trop plein du bassin de rétention des eaux pluviales directement dans le fossé et non par épandage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi de la mise en demeure - Risque foudre

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/05/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Prescription contrôlée : La société GOURDON Frères dont le siège social est situé route de Geaune 40800 AIRE SUR L'ADOUR est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes : - réalisation d'une analyse de risque foudre et d'une étude technique telles que prévues par les articles 18 et 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 : sous 3 mois ; - installation des dispositifs de protection définis à l'issue de l'étude technique conformément à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 : sous 6 mois.
Constats : La conformité du risque foudre a été réalisée avec la mise en place de mise à la terre sur les cheminées métalliques. La mise en demeure est levée sur ces points.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/1996, article Prescriptions techniques - Articles 3.3 et 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux

Prescription contrôlée :

Article 3.3 : Normes de rejet

L'évacuation intermittente d'eaux résiduares, d'eaux pluviales ou d'incendie contaminées dans le milieu naturel devra répondre aux conditions suivantes :

pH compris entre 5.5 et 8.5

T° < 30 °C

MES < 100 mg/L

DCO < 300 mg/L

hydrocarbures < 10 mg/L

Article 3.4 : Contrôle des rejets

L'inspecteur des installations classées pourra à tout moment demander :

- la réalisation d'une analyse de contrôle sur les points de rejets,
- la réalisation de prélèvements et analyses de contrôle effectués dans des conditions et pour des paramètres différents.

Ces prélèvements et déterminations seront effectués par un laboratoire agréé, les frais entraînés étant à la charge de l'exploitant.

Constats :

Conformément à ce qui avait été demandé lors de l'inspection 2024, l'exploitant a réalisé deux analyses des eaux rejetées au milieu en sortie de bassin sur l'ensemble des paramètres mentionnés à l'article 5.10 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 complétés par les paramètres mentionnés à l'alinéa 16 de l'article 33 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 à savoir : Aluminium, Arsenic, Cadmium, Fer et Plomb.

Les concentrations mesurées lors des analyses du 25 mars 2025 et du 22 mai 2025 sont inférieures aux valeurs limites pour les métaux ainsi que pour les autres paramètres mesurés (par comparaison aux valeurs limites de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020, de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 1996 et de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, même si ce dernier est non applicable), à l'exception du pH qui est passé de 7,7 à 8,8, la valeur limite étant de 8.5. L'analyse du mois de mai présente donc un dépassement pour le pH.

L'exploitant indique que les prélèvements réalisés par l'APAVE sont effectués avec une perche, sur une eau stagnante et non sur un flux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant poursuit la surveillance de ses rejets sur deux nouvelles campagnes de mesures espacées de 6 mois.

En cas de nouveau dépassement du paramètre pH, l'exploitant met en place un dispositif permettant le respect des valeurs limites de rejets.

Comme déjà mentionné dans le rapport de l'inspection du 20 novembre 2024, l'exploitant s'assure auprès du laboratoire de contrôle que les prélèvements ne sont plus effectués avec une perche sur une eau stagnante, mais qu'ils sont réalisés conformément au "*Guide de mise en œuvre*

relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE"
de février 2022 (cf. le chapitre 2.1.3.b relatif aux conditions générales de l'échantillonnage en cas de rejet ponctuel ou discontinu).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Gestion des produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des produits chimiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus, ainsi que leur lieu de stockage. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Constats :

Les fiches de données de sécurité ou "produit" sont regroupées dans un registre conservé dans les locaux administratifs de l'établissement.

Tous les mois, le stock de produits entreposés est vérifié et un inventaire peinture est tenu à jour.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Plan des risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques par inhalation). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits font partie de ce recensement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.

Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables (H224, H225 ou H226) ou toxiques pour la santé humaine (H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370) sont systématiquement à considérer dans ce recensement.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient à disposition dans son registre de sécurité un plan où sont localisées les zones à risques.</p> <p>On retrouve les zones à risques sur les plans d'intervention affichés à plusieurs endroits dans l'entreprise, bien visibles afin que le personnel ou les secours puissent les consulter rapidement. Ce plan mentionne le stockage des liquides inflammables, ainsi que celui des gaz utilisés comme l'argon ou le propane.</p> <p>L'exploitant a regroupé tout son stock de peinture et de solvants dans un même local isolé du reste du bâtiment par une porte coupe-feu et des murs en parpaing.</p> <p>Ces produits sont bien identifiés avec leur étiquette et placés sur un bac de rétention (10 000 l) présent sur toute la surface du local.</p> <p>Le stock de gaz "argon" est composé de bouteilles individuelles placées dans des racks spécifiques entreposés en extérieur à l'arrière du bâtiment.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 15 jours, l'exploitant s'assure que le plan de localisation des risques mentionne le local de peinture et de solvants.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 8 : Défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/1996, article 6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, vérifications des extincteurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements de sécurité et de contrôle et les moyens d'intervention et de secours devront être maintenus en bon état de service (protection en cas de gel notamment) et être vérifiés périodiquement.</p> <p>Les résultats de ces vérifications seront portés sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'intervention et le plan d'évacuation récapitulent les endroits de l'établissement où est positionné tout le matériel de lutte contre l'incendie, comme les extincteurs suivant leur classe (ABC, AB, B).</p> <p>Les extincteurs ont fait l'objet d'une vérification en 2025 par le bureau de contrôle Sécuris.</p> <p>Les extincteurs sont numérotés et sont positionnés suivant leur numérotation.</p> <p>Lors de l'inspection, les extincteurs n°9,12 et 20 ont fait l'objet d'une vérification visuelle.</p> <p>Il s'avère que l'extincteur n°53 se trouve à la place de l'extincteur n°9, utilisé à la suite d'un début d'incendie.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit tenir à jour la localisation de chaque extincteur dans son entreprise. Il lui est demandé de rajouter la numérotation des extincteurs sur le plan d'intervention sous un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/1996, article 6.5
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes générales de sécurité visant à assurer la sécurité des personnes et la protection des installations, à prévenir les accidents et à en limiter les conséquences, seront tenues à la disposition du personnel intéressé dans les locaux ou emplacements concernés.</p> <p>Elles spécifieront les principes généraux de sécurité à suivre concernant:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modes opératoires d'exploitation, - le matériel de protection collective ou individuelle et son utilisation, - les mesures à prendre en cas d'incident ou d'incendie. <p>Elles énuméreront les opérations ou manœuvres qui ne peuvent être exécutées qu'avec une autorisation spéciale.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un exercice d'évacuation a eu lieu le 17 janvier 2025. Au cours de cet exercice d'évacuation du personnel, l'exploitant a constaté que l'alarme n'était pas audible dans toutes les parties du bâtiment. En conséquence, il a procédé à l'installation de nouvelles sirènes et gyrophares qui ont fait l'objet d'une vérification le 3 avril 2025 par le bureau de contrôle Sécuris.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté qu'un BAES a été supprimé mais qu'il figure encore sur le plan d'évacuation.</p> <p>La porte de secours du centre de montage présente des problèmes d'ouverture et une autre porte présente un encombrement en sortie.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant veille à ce que toutes les issues de secours munies de BAES soient non encombrées, soient représentées sur le plan d'évacuation et que les systèmes d'ouverture soient bien opérationnels sous 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 10 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/1996, article 6.6
Thème(s) : Risques accidentels, 6.6
Prescription contrôlée : Le personnel appelé à intervenir devra être entraîné périodiquement au cours d'exercices organisés à la cadence d'une fois par an minimum, à la mise en œuvre des matériels d'incendie et de secours. Les dates et les thèmes de ces exercices ainsi que les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu seront consignés sur le registre prévu à l'article 6.3.
Constats : L'exercice d'évacuation du personnel du 17 janvier 2025 est consigné dans le registre de sécurité. Une partie du personnel a été formée le 9 octobre 2024 à la manipulation des extincteurs, avec remise d'attestation. Le choix du personnel a été fait en tenant compte des plages horaires de travail afin d'avoir toujours quelqu'un formé à la manipulation des extincteurs sur le site. Principalement, il s'agit de référents et de chefs de zone, soit 11 personnes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Emissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I - 6.1 et 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques – travail métaux
Prescription contrôlée : <u>6.1. Captage et épuración des rejets à l'atmosphère</u> Les machines ou équipements susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières sont munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuración des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins de prélèvements en vue d'analyse ou de mesure. Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air frais. Les points de rejet sont en nombre aussi réduit que possible. Les conduits d'évacuation sont entretenus régulièrement, de manière à éviter toute accumulation de poussières. La dilution des effluents est interdite, sauf autorisation explicite de l'inspection des installations classées. Elle ne peut être autorisée aux seules fins de respecter les valeurs limites exprimées en concentration. Si la circulation d'engins ou de véhicules dans l'enceinte de l'installation entraîne de fortes émissions de poussières, l'exploitant prend les dispositions utiles pour limiter celles-ci. <u>6.2. Valeurs limites et conditions de rejet</u> Les effluents gazeux respectent les valeurs limites définies ci-après, exprimées en mg/Nm ³ dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après

<p>déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) et mesurées selon les méthodes définies au point 6.3.</p> <p>Les valeurs limites d'émission exprimées en concentration se rapportent à une quantité d'effluents gazeux n'ayant pas subi de dilution autre que celle éventuellement nécessitée par les procédés utilisés. Pour les métaux, les valeurs limites s'appliquent à la masse totale d'une substance émise, y compris la part sous forme de gaz ou de vapeur contenue dans les effluents gazeux.</p> <p>a) Poussières</p> <p>Si le flux massique est inférieur à 0,5 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 150 mg/Nm³ de poussières.</p> <p>Si le flux massique est supérieur à 0,5 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 100 mg/Nm³ de poussières.</p> <p>b) Polluants spécifiques</p> <p>Les effluents respectent les valeurs limites suivantes selon le flux horaire maximal :</p> <p>- métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Rejets de cadmium, mercure et thallium et de leurs composés : si le flux horaire total de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés dépasse 1 g/h, la valeur limite de concentration est de 0,05 mg/m³ par métal et de 0,1 mg/m³ pour la somme des métaux (exprimés en Cd + Hg + Tl) ; 2. Rejets d'arsenic, sélénium et tellure et de leurs composés : si le flux horaire total d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composé, dépasse 5 g/h, la valeur limite de concentration est de 1 mg/m³ (exprimée en As + Se + Te) ; 3. Rejets de plomb et de ses composés : si le flux horaire total de plomb et de ses composés dépasse 10 g/h, la valeur limite de concentration est de 1 mg/m³ (exprimée en Pb) ; 4. Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc et de leurs composés : si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés dépasse 25 g/h, la valeur limite de concentration est de 5 mg/m³ (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport du 12 mai 2025 concernant les analyses demandées sur les poussières et les polluants spécifiques émis par la découpeuse plasma et les postes de soudure. Après vérification, les concentrations mesurées sont inférieures aux valeurs limites d'émission.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/1996, article 3.5.3 et 13.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée :

Article 3.5.3

Les matières provenant des fuites ou des opérations de nettoyage, pourront, selon leur nature:

- soit être reversées dans les circuits d'élimination
- soit être confiées à une entreprise spécialisée dans le transport et l'élimination des déchets.

Article 13.3

Les transvasements de carburant se feront sur une aire bétonnée étanche équipée d'un caniveau de collecte des eaux pluviales, égouttures et déversements accidentels.

Cette aire sera isolée des eaux de ruissellement provenant des zones périphériques (surélévation, fossés de déviation, ...)

Le caniveau de collecte est relié à un décanteur-séparateur d'hydrocarbures conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45l/h/m² d'aire réalisée avec une performance sur la teneur en hydrocarbures dans le rejet au moins égale à celle prévue à l'article 3.3.

Si l'aire de transvasement est utilisée en aire de lavage, les lavages seront effectués sans produits susceptibles de décomposer ou mettre en émulsion les hydrocarbures.

Constats :

Le bac de rétention de l'aire de lavage est isolé du bassin d'eaux pluviales et du milieu naturel par un bouchon obturateur.

L'exploitant indique que la rétention située sous l'aire de lavage des camions est régulièrement vidangée (juin, août, septembre) par l'entreprise LABAT pour son évacuation et son traitement à l'extérieur du site. Chaque intervention de l'entreprise fait l'objet d'un bon de vidange.

Type de suites proposées : Sans suite